



Ruines et consolidations au village d'Onna, à 8 km de L'Aquila, présentées par les Aquilains Luca Cococchetta, réalisateur, et Cristina Lovenitti, urbaniste (au premier plan) à des étudiants français, (mai 2012).

L'AQUILA, VILLE RECONSTRUITE MAIS ABANDONNÉE

Si l'année 2012 a été marquée en Italie par des épisodes sismiques désastreux en Émilie-Romagne, les dommages enregistrés y sont sans commune mesure avec ceux provoqués par le tremblement de terre survenu le 6 avril 2009 à L'Aquila, ville de 70 000 habitants perchée dans les Apennins, à 120 kilomètres au nord-est de Rome. Une catastrophe qui a entraîné la mort de plus de 300 personnes et 2 000 blessés. Cette nuit-là le destin du chef-lieu des Abruzzes déjà plusieurs fois compromis au cours de son histoire a une nouvelle fois basculé. 30 000 personnes ont été relogées dans la région et le reste du pays. Pourront-elles un jour regagner cette ville sinistrée ?

Jean-François Cabestan

Trois années se sont maintenant écoulées depuis le séisme de 2009 : le chef-lieu des Abruzzes et des localités qui l'entourent offrent aujourd'hui un cas d'espèce urbain, territorial et patrimonial parmi les plus stupéfiants, angoissants et stimulants d'Europe. Ville de fondation de la fin du XIII^e siècle parfois comparée aux bastides dont l'urbanisme exemplaire a été vanté par Lavedan, son centre déploie aujourd'hui encore son plan en damier divisé en quatre cantons. L'examen des stratégies architecturales et urbaines mises en œuvre à L'Aquila pour sa reconstruction et le relogement de la population nécessite qu'on évoque les circonstances où elles trouvent leur origine : l'état d'urgence décrété en pleine nuit, l'importance et l'efficacité des moyens mis en œuvre par l'État italien pour affronter la catastrophe et secourir un territoire et une population sinistrés. À cet égard, si le documentaire de Sabina Guzzanti, *Draquila*, a eu le mérite de faire connaître l'étendue de la catastrophe, sa narration pleine de brio et sa partialité créent des zones d'ombre qui rendent incompréhensibles la succession des événements. C'est dans des conditions matérielles et météorologiques particulièrement désastreuses que la protection civile, l'armée, la police, les sapeurs-pompiers, des secouristes et des volontaires venus de toute l'Italie ont assumé à la fois le déblaiement de la voirie, le sauvetage des survivants emprisonnés sous les décombres, les soins à prodiguer à 2 000 blessés, le respect dû à plus de 300 victimes et, dans le même temps sont subvenus aux besoins immédiats de 70 000 sans-abri. Avec pragmatisme, pour désengorger la ville, il a été suggéré à tous ceux qui le pouvaient – une moitié de ces derniers environ – de s'écarter du foyer des opérations. Des infrastructures hôtelières ont été sollicitées dans toute la région, voire dans toute l'Italie. Pour ceux qui devaient rester sur place, des campements provisoires – les « tendopoli » – étaient installés en un temps record sur des terrains réquisitionnés avec l'essentiel des commodités et équipements nécessaires. Très vite – trop vite selon certains –, des préoccupations

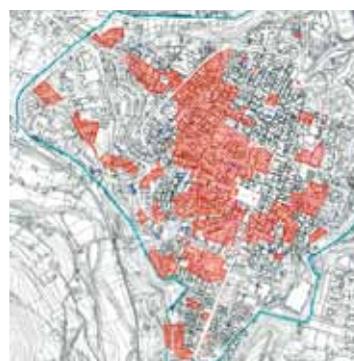


Photos J.-F. Cabestan

patrimoniales et culturelles ont parallèlement mobilisé d'importants moyens. Les 9 et 10 avril, trois jours après le drame, les sapeurs-pompiers opéraient un transfert héroïque des archives municipales et leur mise en sécurité dans la proche commune de Bazzano. À la suite de cette action emblématique, la mise en sécurité des monuments les plus gravement atteints démarrait. Comme toujours en pareil cas, l'état d'urgence, la nécessité d'intervenir et aussi de prévenir les abus et les pillages ont engendré la mobilisation et une présence de la force armée, voire, au dire de certains, une forme de militarisation abusive et oppressante de tout le territoire. L'investissement du pouvoir central n'en caractérise pas moins cette première phase du sauvetage de l'Aquila et de ses environs. Vu l'état du centre historique au lendemain du séisme, il a été décidé d'en interdire l'accès et d'assurer le relogement temporaire des sans-abri à l'écart d'une ville en ruines, où l'on s'efforçait de sauver des vies du chaos. C'est ensuite à la faveur du maintien de ce régime policier très lourd que la protection civile a bénéficié de l'appui de l'État pour mettre en œuvre une politique de reconstruction et des stratégies de relogement beaucoup plus discutables.

Reconstruction et projets C.A.S.E.

Si le dirigisme de l'État italien pouvait trouver sa justification dans l'ampleur de la catastrophe, il apparaît en effet que cet état de siège a perduré bien au-delà de la période des secours et du régime d'exception qui s'imposait. Les besoins immédiats ayant été provisoirement résolus, on pouvait s'attendre à ce que la municipalité repasse aux commandes mais ça n'a pas été le cas. Si la revitalisation du centre historique très atteint semblait aller de soi – il était jusque là le siège du pouvoir politique, institutionnel et économique des Abruzzes –, cette option n'a pas été jugée prioritaire. De Rome est venue l'idée d'une ville nouvelle – une « new town » – qui se serait purement et simplement substituée à l'ancienne cité. Ici cependant, l'interventionnisme de l'État a dû s'incliner devant la volonté municipale et la voix du maire, Massimo Cialente, a pu se faire entendre. Peut-être s'est-on souvenu du fiasco de la reconstruction de Gibellina Nuova (Sicile), déplorablement orchestrée par les ténors de la Tendenza, à 18 kilomètres de l'ancienne cité anéantie par le séisme de 1968. Amendé, ce principe d'intervention s'est orienté



EN HAUT A GAUCHE ET CI-CONTRE.

La piazza Duomo. Au lendemain du séisme (6/04/09), des villages de tentes reçoivent 30 000 personnes. Trois ans après, la moitié du centre historique dévasté et classé « Zone Rouge » demeure interdite au public (en rouge sur le plan).

vers la construction en dur de 19 cités-dortoirs de taille restreinte éparpillées là où c'était possible. Grâce à un système d'expropriations et d'infractions au régime du plan d'occupation des sols, la protection civile a pu agir au coup par coup en dehors de tout contexte légal. Ce sont les fameux projets M.A.P. et C.A.S.E. : Moduli Abitativi Provvisori et Complessi Antisismici Sostenibili ed Ecocompatibili (Modules d'habitation provisoires et ensembles antisismiques, durables et écocompatibles), où habitent depuis bientôt trois ans 15 000 personnes. Si la paternité et les conditions de l'implantation de ces projets dans le territoire demeurent obscures, force est de constater que leur mise à exécution ne renvoie à aucun savoir-faire ni modèle connu des professionnels de l'urbanisme et de l'architecture. On peine du reste à s'en procurer des représentations graphiques car en dépit de cet intense moment de production de biens immobiliers, les projets M.A.P. et C.A.S.E. n'ont pas eu les honneurs de la presse spécialisée. Près de 5 000 logements ont ainsi surgi de terre en moins de six mois : cette performance ponctuée d'inaugurations officielles médiatisées à outrance a pu faire parler de « miracle berlusconien ». Répété 19 fois, le phénomène a conduit à une hypertrophie des communes ou des noyaux villageois auxquels ces ensembles sont parfois venus se greffer avec un degré de cohérence extrêmement variable. À Bazzano, en raison de l'importance des constructions réalisées, il s'agit quasiment d'une ville nouvelle. À Onna, une relation de connivence a été tentée entre le centre de l'ancien village à

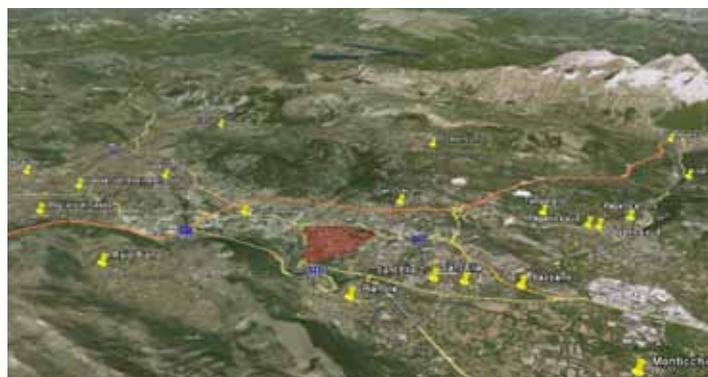
rebâtir et les maisons nouvelles – les M.A.P. – construites en bois. Plus haut dans la montagne, à Camarda, les barres de logement installées dans une situation panoramique ignorent avec superbe le bourg complètement abandonné au fond de la vallée.

Les nouveaux logements

Tels des vaisseaux spatiaux dépourvus d'orbite, les logements issus du projet C.A.S.E. consistent en des barres de trois étages de 50 à 100 mètres de long, parfois davantage, dont l'implantation et la répartition résultent bien souvent du même arbitraire que celle des campements provisoires. C'est une architecture sur dalle, dont les niveaux d'habitation ostensiblement détachés d'un sol désormais jugé hostile et abandonné aux parkings sont juchés sur des pilotis d'une robustesse digne de plateformes pétrolières. Les usagers accèdent à cet univers suspendu par des montoirs conçus comme des débarcadères indépendants, formant pont-levis. D'interminables coursives et des cages d'escalier se développent ensuite à bord de chaque unité, selon un principe distributif qui ne s'écarte pas des standards. La physionomie de ces ensembles est un hymne allégorique aux qualificatifs contenus dans l'acronyme C.A.S.E. Les barres hurlent la garantie de leur stabilité au séisme et leur durabilité. À la différence des structures textiles de l'urgence, ces constructions au prix de revient faramineux – le chiffre de 2700 euros au m² n'intègre pas le prix du foncier – ne sont hélas pas de l'ordre de l'éphémère. Au total, les 19 cités-dortoirs ont entraîné le bétonnage de près de 170 hectares de terres agricoles réputées inconstructibles, et suscité la création des adductions de réseau et de la voirie nécessaire. Cet essaimage de la construction de ces logements de substitution occasionne par ailleurs un engorgement quotidien insoluble des infrastructures routières d'origine, incapables d'absorber les flux nouveaux. Dénués des équipements de première nécessité (supérettes, kiosques, bars, débits de tabac, crèches, jardins d'enfants, écoles, parcs et jardins), ces nouveaux logements intrinsèquement orphelins se réfèrent à des centralités lointaines, inaccessibles à pied et, plus généralement, à une ville réduite à l'état de fantôme. Faute d'un système de transports publics adapté, la mobilité des personnes est compromise. Certaines barres de logement construites à l'écart de tout font déjà figure de ghettos. On déplore l'arbitraire du relogement des familles. Il en résulte un brassage des populations et un sentiment de perte d'identité qui s'ajoute au traumatisme de la catastrophe. Plus rien ne bouge à L'Aquila depuis l'achèvement de ce programme au printemps 2010, évalué à 700 millions d'euros, qui semble avoir épuisé les dotations budgétaires exceptionnelles dont la ville a bénéficié. D'un point de vue strictement comptable, les 5000 logements créés ne sont pas à la mesure des besoins: il en fallait le triple. D'un point de vue qualitatif, plutôt qu'une solution réelle, ils représentent une complication révoltante aux problèmes que devront à court et moyen terme affronter les autorités. Le rééquilibrage et l'intégration de cette reconstruction désordonnée sont à inventer et déjà, on s'interroge sur le potentiel de reconversion de ces édifices sitôt achevés, sitôt perçus comme impropres à l'usage auxquels ils sont destinés. D'aucuns parlent de les affecter à la population étudiante, dont le maintien à L'Aquila est l'une des conditions essentielles à sa prospérité.

Délaissement de l'existant

Pour tragiques qu'ils ont été, les épisodes sismiques des XV^e et XVIII^e siècles n'avaient rien modifié des structures de la ville fondée au Moyen Âge. À la différence de certaines villes du sud ou de Sicile – on pense à Noto, déménagée après le tremblement de terre de



Réparties arbitrairement sur un territoire de 150 km² et édifiées en moins de six mois, 19 cités-dortoirs (en jaune) dites antisismiques et durables ont succédé aux villages de tentes. **DE HAUT EN BAS.** Cartographie des implantations, extension de Roio Piano, cité de Paganica.

1693 à plusieurs kilomètres dans un site plus propice aux effets de scénographie urbaine alors au goût du jour – L'Aquila s'est plusieurs fois reconstruite sur sa trame urbaine d'origine. Les soubassements médiévaux de maints palais et églises baroques trahissent les modalités d'une reconstruction qui s'appuyait sur l'exploitation raisonnée de tout ce qui pouvait être conservé. Certains monuments ou portions d'édifices ont résisté à toutes les épreuves, telle la façade de la basilique de Collemaggio, édifiée au XIII^e siècle, et demeurée chaque fois intacte. Après le très violent séisme de 1703, la reconstruction de L'Aquila s'est étalée sur une durée de 50 ans, soit deux générations. Celle-ci ne s'est pas faite sans heurt, et il a fallu user de fermeté – la population ayant été littéralement séquestrée dans une ville dont on avait bloqué les portes – pour remplir cet objectif au long cours. A posteriori, on constate que ce gigantesque et durable effort de reconstruction s'est appuyé sur des modalités



Antonio Gasbarrini

Rassemblement de manifestants, les «popolo delle carriole», protestant contre l'abandon du centre-ville sur la piazza Duomo.

d'intervention qui, pour n'avoir rien d'exceptionnel, n'en ont pas moins permis de régénérer peu à peu le bâti endommagé ou de lui substituer des édifices nouveaux. L'abondance d'une main d'œuvre bon marché, le tri et le recyclage systématique des matériaux éboulés, l'habitude profondément ancrée qu'avaient les maîtres d'œuvre de composer à partir de l'existant ont permis à L'Aquila comme ailleurs de ressusciter patiemment une ville par ailleurs beaucoup plus ravagée qu'elle ne vient de l'être. Si dans le passé, les autorités municipales se reposaient sur des convictions et un savoir faire pour déterminer les conditions et les modalités de la reconquête de la ville, force est de constater que les errements dont L'Aquila vient d'être le témoin trahissent une faillite absolue de cet état d'esprit chez les initiateurs de cette première reconstruction. Déclaré zone interdite – « Zona Rossa » – au lendemain du 6 avril, le centre historique a été soustrait à ses habitants, à peine autorisés à venir y rechercher les objets de première nécessité. L'encombrement des rues et le danger que présentait l'espace public ne permettaient pas d'envisager le déménagement des effets personnels à l'échelle d'une ville entière, et maints logements encore meublés évoquent la soudaineté de leur abandon. Plus tard, de nouvelles secousses et la rigueur des agents climatiques ont prêché pour le durcissement des mesures. C'est ainsi qu'au moment où la reconstruction battait son plein en périphérie, les rues de la vieille ville s'encombraient simultanément d'étaisements que nécessitait l'effondrement de structures éventrées ou fragilisées. La présence obsédante de ces éléments de consolidation provisoire – elle s'étend aujourd'hui à la quasi-totalité de la ville intra-muros – témoigne d'une volonté qui n'avait pour objectif que la stricte mise en sécurité et la préservation des structures fragilisées. Jugée excessive par certains détracteurs, la consolidation de la vieille ville a sans doute centralisé et

monopolisé tout ce que l'Italie comptait de boulons et d'étaisements provisoires sur le marché. À l'heure actuelle, il apparaît que cette forêt de tubulures métalliques qui prolifère indifféremment à l'intérieur et à l'extérieur des maisons éloigne et hypothèque l'échéance d'une possible reconquête urbaine.

Révolte et renouveau

L'évocation des différentes phases de l'histoire urbaine de L'Aquila permet de mesurer la violence et l'arbitraire absolu des campagnes récemment menées, qui se caractérisent par leur incapacité à envisager le long terme et à se confronter à l'existant, récent ou non. Dès le printemps 2010, l'actualité locale a été marquée par une série d'actions témoignant de l'hostilité de la population quant aux modalités de la reconstruction : l'invasion et l'occupation du centre historique fermé depuis des mois par des milliers de manifestants équipés de brouettes propres à déblayer les gravats a eu valeur de symbole. Il s'agissait de clamer haut et fort le souhait de reconquérir, fût-ce à mains nues, ce qui fait l'identité et la qualité d'un environnement bouleversé. Après trois ans d'attente, on assiste enfin à l'ouverture timide de quelques chantiers. C'est par les édifices placés sous la responsabilité du service des Monuments historiques (Soprintendenza) qu'on commence. En raison des priorités qui risquent de se faire jour, Docomomo Italia s'inquiète des purges que le patrimoine du XX^e siècle est en passe de subir. À la faculté d'ingénierie de L'Aquila, dont le magnifique siège (E. Rossi, 1937) a dû être abandonné pour une installation provisoire dans une usine reconvertie, un impressionnant travail de relevé, de projets et de simulations d'intervention sur les tissus de la ville et des alentours a été réalisé, et ne demande qu'à trouver ses modalités d'application. À l'ESA, l'architecte Fabienne Bulle a eu l'initiative de studios portant sur l'étude de principes opératoires pour la requalification urbaine, présentés à Venise lors de la Biennale de 2010. Enfin, dans le cadre de journées d'étude sur la reconversion de l'habitat tenues à l'Institut national d'histoire de l'art (Inha) à Paris au début du mois de juillet dernier, le réalisateur aquilain Luca Cococetta a présenté un talentueux documentaire critique sur la reconstruction de sa ville : *Radici: l'Aquila di cemento*, également salué dans la Cité des Doges. En dépit d'un degré de pertinence très variable des projets qui leur ont été confiés, l'intervention d'agences et d'architectes de renommée internationale – Shigeru Ban, Antonio Citterio & partners, Renzo Piano, Raumlabor – a un effet globalement positif. Il est temps que le chef-lieu des Abruzzes se ressaisisse et chacun peut y contribuer. En ce qu'elle offre un raccourci sans doute caricatural mais saisissant de l'histoire de maintes villes européennes où la tentation de l'éradication va de pair avec un doute de plus en plus profond quant aux possibilités de régénération de l'existant, l'actualité des interventions survenues et en attente à L'Aquila depuis le séisme de 2009 acquiert une valeur de parabole, qui dépasse les limites des frontières italiennes.

Repères

Trois grands séismes – 1462, 1703 et 2009 – caractérisent l'histoire et l'imaginaire urbain du chef-lieu des Abruzzes et de ses environs • À l'ombre des Apennins et du « Gran Sasso » (2912 m), l'assiette urbaine de L'Aquila se situe à 720 m d'altitude • Fondée dans la seconde moitié du XIII^e siècle, la ville s'enrichit jusqu'à la fin des Temps modernes grâce à la production de la laine et du safran. Elle entretient des échanges économiques et artistiques intenses avec Florence • Reconstituée à la fin du Moyen Âge et à nouveau presque intégralement à l'époque baroque, L'Aquila connaît un fort développement sous le fascisme, puis son apogée dans l'après-guerre • Dans les années 1950, la cité flotte encore à l'intérieur des murailles espagnoles édifiées au XVI^e siècle. Hors les murs, le quartier INA Casa « Santa Barbara » offre une adaptation exemplaire du logement social italien au contexte local • Comme partout, les années 1960 et 1970 signent une croissance peu hiérarchisée et le mitage de la périphérie urbaine • Le déclin économique s'amorce à la fin des années 1980 • Peu connue des touristes, L'Aquila vit de son secteur tertiaire, de son université et de ses étudiants (soit un tiers de la population estimée à 70000 hab. à la veille du séisme).